

qu'ils ont promis, ce qu'ils disent avoir fait, ce que l'UPA en pense». J'aurai l'occasion d'y revenir un peu plus tard et on se rend compte, effectivement, que les réalisations sont beaucoup plus absentes qu'on ne le prétend de l'autre côté, du moins en ce qui concerne le Québec.

Mais de façon à étayer, à corroborer, à faire une espèce de tableau rapide de la situation de l'agriculture au niveau du Québec, je vous citerai ou énumérerai toute une série de titres, je vous ferai grâce du contenu, mais le contenu est toujours un peu et même beaucoup dans ces cas-là en référence avec le titre, ce sont des coupures de journaux, parues au cours des mois d'été, au cours du mois de septembre, donc très d'actualité, et je commence comme ceci: «L'industrie du lait de transformation est en crise», «Les producteurs de lait ne veulent plus de coupures», «Au Québec: la Loi C-25 ne passera pas». On nous dit que c'est un projet de loi, que c'est une loi qui a été adoptée à toute vapeur à la fin du mois de juin, on nous dit que c'est une mesure absolument merveilleuse, qui a fait l'unanimité et qui va donner des retombées positives dans le secteur agro-alimentaire.

Si l'on prend connaissance, si l'on discute et si l'on parle avec les intéressés au Québec, eux considèrent cette mesure, cette initiative, comme étant un affront historique aux agriculteurs du Québec. Je continue: «Les producteurs de lait avisent Wise du fait qu'il pourrait trouver la fin de l'été chaude et orageuse», en parlant évidemment de la politique laitière, «Le système centralisé sera en opération le 17 septembre», «La Fédération des producteurs de porc intentera une poursuite contre le gouvernement fédéral», «Ottawa érige l'hypocrisie en système», «La loi la plus centralisatrice jamais adoptée par le fédéral», «Le ministre Garon dénonce l'orientation que veut donner Ottawa à l'agriculture canadienne—il est ministre de l'Agriculture du Québec—Ottawa manque à sa promesse», «L'annonce de la nouvelle politique laitière est reportée à novembre».

Cet après-midi, le ministre nous disait que de toute évidence il ne serait pas en mesure de la faire connaître avant le début de l'année 1986.

Le Québec... Il y en a des députés du Québec en cette enceinte, ils sont malheureusement tous ou à peu près absents cet après-midi alors que l'on discute de l'agriculture qui est une question très importante, «Le Québec n'a pas été invité à participer aux discussions», «Les agriculteurs du Québec crient à la trahison», «L'industrie agricole du Québec connaîtra une année difficile», «Le Québec inquiet plus que jamais de la politique canadienne en agriculture», «L'UPA est révoltée», «Quelle injustice, les producteurs font appel au premier ministre», «Les producteurs de lait demandent au fédéral de mieux soutenir le prix du lait industriel», «Une pluie de subventions sur les fermiers de l'Ouest, strictement rien pour le Québec», et finalement, «Les producteurs en colère». Il s'agit là de grands titres, tous se retrouvant dans le journal le plus répandu, le mieux connu et qui représente des milliers et des milliers d'agriculteurs au Québec. C'est ce que les personnes concernées, c'est ce que les personnes qui vivent avec le problème, c'est ce que les personnes pensent de votre bilan après 13 mois d'administration.

Les grandes préoccupations, les grands engagements qui avaient été faits ont tous à tour de rôle été écartés du revers de la main. A chaque occasion qu'il m'a été donné de prendre la

Les subsides

parole en matière d'agriculture à la Chambre, j'ai toujours, et je le ferai encore cet après-midi, je suis toujours revenu à la charge avec l'engagement formel d'une personne qui, à mon sens à moi, était responsable, je me réfère au député de Joliette (M. La Salle), qui a pris l'engagement formel de payer un montant de 13 millions de dollars aux producteurs de porc ainsi qu'un montant de \$450,000 aux producteurs de mouton. Ils ont dû attendre des mois et des mois avant d'apprendre finalement qu'ils ne l'auraient jamais.

C'était un chapitre important, c'était un aspect, une préoccupation importante pour les producteurs agricoles du Québec. Une autre préoccupation tout aussi importante, c'était la politique laitière où on a dit: La politique laitière, on va vous donner ce que vous demandez, c'est-à-dire une politique à long terme sans coupure et on va faire en sorte que les coûts de production soient comptabilisés de façon plus raisonnable, plus équitable. Nous sommes au mois d'octobre, à la fin du mois d'octobre précisément, et nous attendons toujours cette fameuse politique laitière.

Il y avait également la question de la Société du crédit agricole où on a mis de l'avant toute une série de mesures, de propositions. On parlait, il y a quelques instants de bons, du fait que les agriculteurs se devaient d'avoir des avantages, d'avoir des taux pouvant leur permettre d'envisager l'avenir avec un certain optimisme. Qu'est-ce qu'on a fait de ce côté-là? On a réduit de quelques points les taux d'alors qui ont profité à quelques centaines de fermiers, de producteurs.

Il y avait une autre préoccupation et c'était la fameuse loi C-155 où il avait été convenu par l'administration précédente que les paiements seraient faits aux sociétés de chemins de fer. Je me réfère à la question du Pas du Nid-de-Corbeau. Encore là, les porte-parole de l'actuel gouvernement ont circulé partout au Québec, sont allés sur toutes les tribunes qui leur étaient offertes pour leur dire que ce serait inchangé, que ce serait le *statu quo*. Or, voici qu'on dépose un rapport aux termes duquel il est recommandé que non seulement les paiements ne se fassent pas aux sociétés de chemins de fer, mais qu'ils se fassent aux fermiers, qu'ils se fassent directement aux producteurs. Et, ce qui est encore plus dramatique, contrairement à M. Gilson qui avait préparé le rapport précédent où l'on disait que les paiements devront s'échelonner sur une certaine période de temps, l'actuel rapport Hall dit d'un seul coup: Payons la subvention directement aux producteurs de blé. Ce qui aurait pour effet d'entraîner des pertes absolument incroyables chez les producteurs de l'Est et, spécifiquement, au niveau des producteurs du Québec. Or, ce sont là les réalisations de votre gouvernement. Et je tente d'être le plus honnête, le plus objectif possible pour essayer, parmi les 12 promesses dont le ministre nous faisait part il y a quelques instants et les 122 apparentes réalisations dont son collègue faisait état, d'en identifier quelques-unes, j'essaie d'en trouver quelques-unes qui auraient pu profiter ou qui auraient pu avoir des retombées positives au Québec. Et, malheureusement, je n'en trouve pas. Je n'en identifie à peu près aucune.

Les progressistes conservateurs nous disent, lorsqu'on les met en face de la réalité, et je vous rappelle soit dit en passant que ce n'est pas ma réalité, ce n'est pas la réalité politique d'Alain Tardif, député de la circonscription de Richmond-Wolfe, c'est la réalité du principal porte-parole de tout ce qui